



12 ONG demandent le retrait des amendements anti-éoliens 122 et 123 (CAE 152 et CAE 133) à la Loi d'Orientation de l'Energie.

La maison brûle et un trio de députés attise le feu !

Un mois à peine après l'entrée en vigueur du protocole de Kyoto en faveur duquel Monsieur Jacques Chirac en personne a pesé de tout son poids, des députés de sa propre majorité s'appêtent à signer l'arrêt de mort de la filière éolienne en France : de quoi réduire à néant toute crédibilité des discours présidentiels sur le développement durable.

Le "débat national" du printemps 2003 avait permis de dégager un consensus sur les priorités en matière d'énergie : réduction des consommations, actions sur les comportements, développement des énergies renouvelables. Le gouvernement avait notamment confirmé l'engagement de la France à augmenter de 15 à 21 % d'ici 2010 la part des renouvelables dans le "bouquet électrique" français, conformément à la directive européenne sur les énergies renouvelables adoptée en 2001.

Un an plus tard, c'est le zéro pointé : le pic de consommation électrique de février 2005 à 86 GW de puissance instantanée a fait l'objet de commentaires élogieux, alors qu'il aurait fallu s'inquiéter de cette tendance gravissime au "toujours plus". La preuve en tout cas que l'on en reste soigneusement aux discours alors que ce sont d'actions urgentes et vigoureuses dont la planète a besoin.

Et voici que, par le biais du dépôt de deux amendements ambigus au "Projet de Loi d'Orientation sur l'Energie" qui doit venir en deuxième lecture les mercredi 23 et jeudi 24 mars à l'Assemblée, les députés UMP Poignant, Ollier et Nicolas se proposent de briser la filière éolienne, alors que chacun sait qu'elle seule est à l'heure actuelle en mesure de permettre à la France de remplir ses propres engagements.

Il s'agit d'une part de limiter le bénéfice de l'obligation d'achat mis en place en 2000 aux petites éoliennes (moins de 300 kW) et, à l'opposé, aux parcs de très grande puissance (plus de 30 MW) - la quasi totalité des projets en cours de développement en serait exclu – et d'autre part de multiplier encore des contraintes administratives, pourtant déjà particulièrement nombreuses, jusqu'à l'absurde.

Proposer de telles mesures anti-éoliennes, c'est se moquer de l'avis de l'immense majorité des Français qui se déclare favorable à plus de 80 % à cette forme de production d'électricité. C'est faire fi des nombreux autres avantages d'une technologie qui a aujourd'hui atteint une vraie maturité industrielle, avec des milliers d'emplois à la clé, avec une contribution essentielle à l'économie locale en milieu rural, avec des risques maîtrisés en matière d'environnement et de sécurité, avec une absence totale de rupture d'approvisionnement, sans oublier la participation positive à l'équilibre du réseau de transport haute-tension désormais reconnue par le gestionnaire RTE, filiale d'EDF.

Ces amendements, s'ils étaient adoptés, mettraient la France au ban des États qui ont choisi d'assumer leurs responsabilités face à la certitude des catastrophes dues à notre boulimie énergétique et environnementale. Ils exposeront ce gouvernement et ce Parlement à la risée de l'Europe et du monde entier par la démonstration de leur incapacité totale à mettre de l'ordre entre leurs discours et leurs actes.

Devant une telle situation, nous en appelons à la responsabilité et à la sagesse du Parlement et du Gouvernement pour faire en sorte que ces amendements soient purement et simplement rejetés.